

Auteur : Solange Blanchard
Consultante en management

Il faut cesser de subventionner le privé !

Le décrochage scolaire coûte cher à la société. Pendant que le domaine de la santé permet un système à deux vitesses, avec des cliniques privées non subventionnées, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec subventionne les établissements scolaires privés. Des changements s'imposent, et ceux-ci passent par l'abolition progressive des subventions aux écoles privées.

Le ministère de l'Éducation dénombreait, en 2007-2008, 125 271 élèves au secteur privé, comparativement à 925 688 au secteur public. Or, il est connu que les établissements privés font de la sélection, qu'ils profitent d'une part de financement public, que la qualité de leurs cours et de leur environnement est de ce fait supérieure à celle du secteur public. Au Québec, environ deux établissements privés sur trois sont agréés aux fins de subventions, et les sommes que le gouvernement leur verse représentent 60 % des subventions remises au secteur public, ce qui n'est pas négligeable. L'État injecte donc annuellement des montants d'argent dans des établissements qui ne sont accessibles qu'à un nombre limité d'élèves. En effet, 88 % des jeunes n'y ont pas accès. Pour l'année 2009-2010, 468,5 millions de dollars ont été remis aux établissements privés. Actuellement on accorde un avantage certain à 12 % de la population étudiante. Comment peut-on le justifier ? Est-ce que tous nos jeunes ne devraient pas avoir accès à la même qualité d'enseignement ? Une nouvelle méthode de calcul des subventions doit être mise en place d'ici cinq ans afin de retirer aux établissements privés les subventions qu'ils reçoivent. Il est à noter qu'au Canada seulement, quatre autres provinces subventionnent l'enseignement privé au primaire et au secondaire.

Les montants actuellement destinés au secteur privé pourraient être redirigés vers le secteur public et octroyés en fonction du nombre d'étudiants qui persèverent jusqu'à la fin de l'année scolaire, ce qui permettrait l'implantation de nouveaux programmes d'enseignement.

Repenser les programmes

Avec ces fonds supplémentaires, on pourrait repenser les programmes offerts, et ce, tant au primaire qu'au secondaire. Entre autres, on doit mettre en place des programmes sport-études et art-études et les rendre obligatoires. Ces programmes permettent aux jeunes de découvrir ce qui les intéresse et de développer leurs habiletés, tout en encourageant leur épanouissement sur le plan personnel et social. Il faut aussi améliorer l'offre de cours afin de mieux préparer les jeunes au marché du travail : des cours qui seraient offerts tant en français qu'en anglais et qui permettraient de les initier à l'entrepreneuriat et à l'engagement social.

Ces changements ont un coût, bien sûr, que l'État se devra d'assumer. Et avant de dire que le gouvernement n'a pas les moyens d'investir dans de tels changements, il faut se rappeler que le décrochage scolaire coûte très cher et que le statu quo n'est pas une option. Investissons l'argent requis dans ce qui devrait être une priorité pour notre société, l'éducation de nos enfants, et assurons un enseignement de qualité égale à l'école tant publique que privée !